

La version orale du discours fait foi

# **Renforcer la Suisse bourgeoise**

**Discours**

du

**conseiller fédéral Ueli Maurer**

à l'occasion

séminaire de Bad Horn  
du 9 janvier 2015

## **Les racines de notre succès**

Nous fêtons cette année plusieurs anniversaires importants. Par exemple, le 200<sup>e</sup> anniversaire du Congrès de Vienne qui jouera sans doute un rôle important dans le débat de cette année sur la neutralité suisse.

Je souhaite cependant ce soir mettre en évidence un autre aspect de ces deux derniers siècles. En 1815, notre pays a pu se dégager de la masse en faillite de l'empire napoléonien pour s'engager sur sa propre voie. Et au fil de ces 200 ans, un certain nombre de ces particularités ont émergé et ont fait le succès unique de notre pays. Ce succès peut se résumer sous le titre de la "Suisse bourgeoise".

C'est précisément cette Suisse bourgeoise que je souhaite présenter plus en détail. Je commence par une circonstance exceptionnelle, c'est-à-dire le fait que cette Suisse a deux racines: d'une part, la très vieille tradition de la liberté qui remonte à 1291 et, d'autre part, le libéralisme qui a débouché sur la Constitution fédérale de 1848.

### **1. La traditionnelle liberté suisse**

La liberté en tant qu'objectif de l'Etat remonte à la fondation de la Confédération suisse. Par liberté, il faut entendre l'indépendance par rapport aux aristocrates étrangers ou aux juges étrangers. C'est ce qui est écrit explicitement dans le Pacte fédéral.

Mais la liberté dans le sens suisse du terme signifie aussi que les citoyens ont plus de droits qu'usuellement les habitants d'autres pays. Les anciens Confédérés étaient donc particulièrement vigilants face à la concentration du pouvoir dans les mains de quelques individus. C'est ainsi que se sont formés des landsgemeinde dans certains cantons ruraux, une forme précoce de la démocratie directe.

Dans les villes aussi on veillait jalousement à empêcher que des personnes individuelles obtiennent trop d'influence. La Ville de Zurich, par exemple, nommait simultanément deux maires qui se succédaient tous les six mois. Le motif était évident: empêcher que quelqu'un puisse asseoir son pouvoir au point de ne plus vouloir le céder.

Même si l'ancienne Confédération ne répondait pas, du point de vue actuel, à toutes les exigences d'une démocratie libérale, elle était des siècles durant tout simplement l'incarnation de la liberté pour beaucoup de monde. Les uns l'admiraient alors que pour d'autres, les puissants surtout, la Suisse faisait tâche, car cadrant mal avec la conception d'une société soumise à un régime autoritaire.

L'aristocratie allemande, par exemple, se demandait sérieusement si un peuple sans monarque comme les Suisses pouvait être considéré comme appartenant au monde chrétien. Non, a décidé l'empereur Maximilien I (1459 – 1519) dans un manifeste retenant que la Confédération suisse avait "lamentablement quitté la chrétienté".<sup>1</sup> La Suisse fut donc proscrite, ce qui était bien plus grave qu'aujourd'hui l'inscription sur une liste noire par une quelconque organisation supranationale...

Et Johannes Heidenberg von Trittenheim, abbé allemand et un des grands penseurs de la fin du 15<sup>e</sup> siècle, se plaignait des Suisses qui seraient "hostiles aux princes, révolutionnaires, depuis longtemps récalcitrants et désobéissants à l'égard de leurs seigneurs, méprisant les autres et pleins de prétentions...".<sup>2</sup>

A cette même époque, un prêcheur alors célèbre, Jakob Wimpheling, publiait une prière pour le peuple suisse qui serait "tombé dans l'abîme de l'erreur et de la désobéissance". Il écrivait ce qui suit: "J'ai donc par pitié pour sa sottise publié ce monologue demandant à Dieu que ce peuple soit enfin éclairé et qu'il revienne à l'empire dont il est séparé, qu'il reconnaisse les rois et les princes et soit à nouveau obéissant...".<sup>3</sup> Cette curieuse Suisse a une forme étatique "sauvage" qui n'a aucun rapport avec la monarchie ou l'aristocratie, poursuivait-il. Or, même à l'époque, il semble qu'il existât des partisans de ce modèle d'Etat sans prince. En effet, Jakob Wimpheling fait allusion en des termes plutôt vagues à des ecclésiastiques qui osaient prétendre que cette "souveraineté du populaire misérable" – il entendait par là nos ancêtres – permettait tout de même d'obtenir le salut de l'âme.<sup>4</sup>

Les critiques lancées contre l'indépendance de la Suisse ne se sont pas éteintes au fil des siècles, mais les motifs avancés ont évolué selon l'air du temps. On n'évoque plus aujourd'hui des raisons religieuses, mais on parle d'un peuple borné qui veut s'isoler. Au fond, il n'y a rien de nouveau sous le soleil, si bien que nous n'avons pas à nous inquiéter,

Le ton de ces accusations a aussi été donné par Friedrich Engels, avec Karl Marx un des précurseurs de la pensée communiste. Fils d'un producteur prospère d'articles en coton, il était avant tout jouisseur et préférait les grandes envolées verbales au combat sur les barricades. Il était en quelque sorte un prototype de la gauche caviar actuelle. A la question de savoir ce qu'était pour lui le bonheur, il répondait Château Margaux...

Et Friedrich Engels écrivait déjà en 1847: "La Suisse primitive n'a jamais fait autre chose que de se battre contre la centralisation. Avec une obstination bête,

---

<sup>1</sup> Machal Guy, Über Feindbilder zu Identitätsbildern, in: Niederhäuser Peter, Fischer Werner (éd.), Vom „Freiheitskrieg“ zum Geschichtsmythos. 500 Jahre Schweizer- oder Schwabenkrieg, Zurich 2000, p. 114

<sup>2</sup> Citation d'Oechsli Wilhelm, Quellenbuch zur Schweizergeschichte, Zurich 1918, p. 301

<sup>3</sup> Citation d'Oechsli Wilhelm, Quellenbuch zur Schweizergeschichte, Zurich 1918, p. 302

<sup>4</sup> Loc. cit.

elle s'est isolée du reste du monde, se cantonnant dans ses mœurs, traditions, préjugés, insistant sur son attitude bornée et son isolement."<sup>5</sup>

En comparant ces déclarations aux commentaires actuels des médias, force est de constater que la majorité des journalistes sont tournés vers le passé, pour ne pas dire arriérés, incapables d'inventer depuis un siècle et demi un nouveau reproche à faire aux Suisses.

Nous pouvons donc faire le constat suivant: la liberté n'a pas que des amis. Tous les porte-paroles et représentants de régimes moins libres s'efforcent de la discréditer.

Mais cette très ancienne tradition de la liberté existe toujours dans notre pays. Nous avons toujours le désir de régler nos affaires nous-mêmes. Cette attitude concerne aussi bien les tentatives étrangères de nous influencer que la situation dans notre propre pays. Nous ne voulons pas qu'une personne ou une institution devienne trop puissante. Et c'est précisément pour cette raison que nous voulons définir notre propre droit et que nous refusons les juges étrangers. Contrairement à d'autres peuples, nous ne faisons pas confiance à un prince qui prétend se soucier de notre bien-être. Nous n'attendons pas ce qui vient d'en haut. Nous nous attaquons nous-mêmes à nos problèmes. Cela fait longtemps qu'on s'aide soi-même et qu'on s'entraide chez nous. Le principe de milice marquait et continue de marquer ce pays.

## **2. Libéralisme**

J'ai parlé de deux racines. Après la très ancienne conception suisse de la liberté, j'en viens à la seconde racine, le libéralisme.

La limite entre le citoyen et l'Etat a été tracée au 19<sup>e</sup> siècle de manière à donner un maximum de liberté aux citoyens. C'est ainsi qu'ont émergé ces droits extraordinaires que sont la liberté de l'industrie et du commerce, la liberté économique, la liberté de la propriété, la liberté d'expression ou encore la liberté de la presse.

Parallèlement, l'Etat a été doté d'un rôle clairement délimité: il ne doit pas se mêler des affaires privées des gens, mais n'intervenir que dans la mesure où il est nécessaire pour permettre aux citoyens d'user de leurs libertés.

Les principales tâches de l'Etat sont donc d'assurer la sécurité à l'intérieur et vers l'extérieur, d'instaurer un système uniforme de monnaie et de mesure, d'édicter des lois, de veiller au bon fonctionnement des tribunaux, de garantir la formation, etc.

---

<sup>5</sup> Friedrich Engels, *Der Schweizer Bürgerkrieg*, 1847, reproduit dans: Friedrich Engels, *Über die Schweiz*, Zurich, 1970, p. 21

Notons en passant que cette répartition des tâches s'est juste inversée aujourd'hui: l'Etat se mêle de plus en plus de la vie privée des gens, de la santé personnelle ou de la sphère financière privée, mais néglige ses tâches clés comme par exemple la sécurité publique.

Lorsque la Suisse s'est doté de sa Constitution fédérale en 1848, elle était une fois de plus seule en Europe avec son régime démocratique et libéral. Et comme durant les siècles passés, les grands de ce monde ne voyaient pas d'un bon œil qu'un peuple vivant au cœur de l'Europe choisisse la voie de la liberté.

Le roi Frédéric Guillaume IV de Prusse considérait la Suisse à la fin de la guerre du Sonderbund comme un pays dirigé par une "secte radicale" qui accordait la "liberté à la populace". En des termes menaçants il exigeait que les Suisses abandonnent ce nouveau régime. Il écrivait textuellement: "...les puissances soucieuses de veiller à leur pérennité ont le devoir de contraindre la Suisse à revenir sur le bon chemin. Il n'existe pas de droit acquis lorsque celui-ci est gravement abusé, lorsque la liberté sert à dissimuler la méchanceté et l'horreur de la peste..."<sup>6</sup>

Il est normal que ce roi eût une si mauvaise opinion de la Suisse puisqu'il pensait la même chose de la démocratie. Et c'est lui qui disait aussi que le seul remède contre la démocratie, ce sont les soldats.

Aujourd'hui comme hier, ces critiques sévères à l'encontre de la Suisse ont avant tout des motivations intérieures: il faut à tout prix éviter que le propre peuple se mette à réclamer les mêmes libertés et les mêmes droits que les Suisses...

### **3. Conclusion: la Suisse démocratique – une exception en Europe**

Je résume cette rétrospective historique: du point de vue politique, la Suisse a deux racines ou, peut-on dire, une double tradition bourgeoise. L'une remonte aux origines de la Confédération et fondait à cette époque déjà le cas particulier d'une Suisse où les hommes et les femmes vivent selon d'autres valeurs et principes que le reste de l'Europe.

L'autre tradition a débouché sur la création de l'Etat fédéral et du régime libéral du 19<sup>e</sup> et du 20<sup>e</sup> siècle. Il est à la base du succès économique et de la richesse de notre pays.

C'est cette double tradition bourgeoise qui fait la différence entre la Suisse et les autres pays occidentaux malgré toutes les similitudes géographiques et culturelles qui nous lient.

---

<sup>6</sup> Lettre de Frédéric Guillaume IV de Prusse concernant le radicalisme suisse et ses rapports avec Neuchâtel, Charlottenburg, 8 décembre 1847, reproduit dans: Edgar Bonjour, La fondation de l'Etat fédéral suisse, Bâle 1948, p. 295

Du point de vue historique, il faut considérer comme exceptionnel le fait que durant quelques décennies après la Deuxième Guerre mondiale la Suisse et ses voisins aient eu des régimes politiques à peu près comparables. Nos voisins l'Allemagne et l'Autriche étaient des monarchies jusqu'en 1918, l'Italie connaissait ce régime jusqu'en 1946.

On pourrait penser que tout cela est de l'histoire, que c'est certes intéressant mais sans grand intérêt pour notre époque actuelle. Je suis d'un avis différent.

Cet aperçu historique nous fait comprendre que nous avons notre propre et fort ancienne tradition étatique qui se fonde sur la liberté et l'indépendance. Cette tradition se distingue de toutes les autres conceptions de l'Etat où le premier souci des pouvoirs publics est d'étendre leur influence. Chez nous, le citoyen est souverain, dans la grande majorité des autres pays il est simplement contribuable avec des droits politiques limités. C'est là une différence fondamentale que l'on oublie volontiers ou que l'on écarte sciemment aujourd'hui en politique suisse.

## **II Notre succès est en péril**

Ces considérations m'amènent au présent. Notre modèle à succès bourgeois n'est pas un état naturel invariable qui nous garantit éternellement qualité de vie et richesse. Le régime libéral dans lequel nous vivons est fragile.

Notre rétrospective historique l'a prouvé: le cas particulier suisse – notre modèle d'Etat libéral et bourgeois – a été régulièrement remis en question. Il en est toujours ainsi aujourd'hui. On peut actuellement identifier trois menaces: premièrement, les idées socialistes de la gauche classique; deuxièmement, les pseudo-réformes par la reprise de droit étranger; troisièmement, les prétentions d'une élite autoproclamée.

Permettez-moi d'esquisser brièvement ces trois menaces:

### **1. Les idées socialistes de la gauche classique**

Cette controverse politique dure depuis Marx et Engels. Elle s'alimente principalement de la vieille opposition entre économie étatique et économie privée, entre la propriété publique et la propriété privée.

Bien qu'il soit clairement prouvé que les idées socialistes ont apporté de la misère partout où elles ont été réalisées – preuves en sont les Etats d'Europe de l'Est – la gauche classique ne cesse de les ressasser. L'an passé, elle a visé l'économie privée avec les initiatives pour un salaire minimal et 1:12, cette année elle attaque la propriété privée par le biais de l'initiative pour un impôt sur les

successions.

L'aspect le plus inquiétant de ces agissements est qu'ils visent le fondement de notre ordre, donc de notre succès. Il est en revanche rassurant que les forces raisonnables de ce pays peuvent gagner ces votations à condition qu'elles les prennent réellement au sérieux.

## **2. Pseudo-réformes / reprise de droit étranger**

La deuxième menace est plus dissimulée, plus sournoise. La politique suisse est prise d'une véritable ivresse législative. On nous présente une grande partie de ces nouvelles dispositions comme des réformes modernes. On veut nous faire croire que la Suisse doit ainsi réagir à la globalisation, qu'elle doit s'adapter pour rester dans le coup.

C'est faux dans la plupart des cas, j'en suis convaincu. Et ma conviction tient une fois de plus à la tradition libérale que j'ai évoquée plus haut. Nous avons suivi jusqu'ici notre propre route et bien nous en a pris. Nous avons au fil des générations créé le cas particulier suisse, le "Sonderfall Schweiz". C'est lui qui nous permet de trouver à chaque problème notre propre solution. Des solutions qui nous conviennent et qui sont taillées sur mesure pour notre petit Etat suisse.

Et maintenant nous devrions abandonner notre régime taillé sur mesure et reprendre dans de nombreux domaines de l'économie et de la vie, des règles qui sont issues d'autres conceptions de l'Etat. En réalité, nous reprenons progressivement à notre compte les démarches centralistes et autoritaires d'autres Etats, c'est-à-dire exactement tout ce que nous avons toujours refusé jusqu'ici.

Voici quelques mots-clés pour illustrer ce propos: nous avons fortement relativisé notre secret protégeant les clients des banques, donc la sphère privée financière des citoyens; cédant aux pressions de l'UE, nous adaptons notre droit fiscal; nous reprenons des réglementations internationales qui touchent à notre droit des sociétés anonymes et au trafic des paiements en espèces; nous acceptons qu'on nous cloue au pilori au niveau international simplement parce que nous permettons à nos citoyens de soutenir anonymement nos partis politiques – pour ne citer que ces quelques exemples.

Bref, nous abandonnons notre conception libérale de l'Etat qui a fait ses preuves pour la remplacer en quelques étapes rapides par une conception étrangère d'un Etat fouineur qui soupçonne d'emblée ses citoyens et cherche donc à les contrôler le plus étroitement possible.

## **3. Une élite autoproclamée**

Le troisième péril est étroitement lié au deuxième. Les pseudo-réformes transfèrent en règle générale des compétences des citoyens vers des instances de contrôle de l'administration ou de la justice. Nous assistons là au renforcement d'une tendance constatée depuis de nombreuses années dans l'UE et, malheureusement, aussi depuis quelque temps en Suisse: des élites autoproclamées se moquant des besoins et souhaits de population décident selon leur bon vouloir.

Cette tendance est particulièrement manifeste dans l'UE: lorsque la France et les Pays-Bas ont rejeté la Constitution UE, cette dernière a simplement été retouchée par le biais du traité de Lisbonne. Résultat: les Français et les Néerlandais n'avaient plus le droit de voter. Les Irlandais étaient les seuls à encore pouvoir décider dans l'urne. Ce qui devait arriver est arrivé: ils ont rejeté la Constitution UE. On les a donc travaillés au corps et on les a fait voter une deuxième fois. Faire voter les gens jusqu'à ce qu'ils décident ce qui plaît aux autorités n'est pas une attitude démocratique. Churchill a dit un jour: la démocratie est la nécessité de devoir se soumettre quelques fois aux avis d'autres personnes. A l'aune de cette définition, l'UE ne peut pas être considérée comme démocratique.

Ce qui vaut pour les peuples, vaut à plus forte raison pour les personnes individuelles, fussent-elles premiers-ministres pour reprendre l'exemple de la Grèce.

Début 2011, le premier-ministre de l'époque, George Papandreou, a annoncé à la surprise de tout le monde un référendum sur les économies imposées par Bruxelles. Ses jours à la tête du pays étaient alors comptés: le 9 novembre déjà, il a dû démissionner et l'idée du référendum fut abandonnée.

Il existe bien d'autres exemples illustrant ces différences de conception de l'Etat. Malheureusement, nous constatons que la Suisse s'inspire de plus en plus souvent d'habitudes étrangères. On discute par exemple des moyens d'élever les obstacles pour l'aboutissement d'initiatives populaires. On rechigne à appliquer correctement les initiatives acceptées par le souverain. On agit comme s'il s'agissait de consultations sans conséquences concrètes.

### **III Comment pouvons-nous assurer le succès de la Suisse?**

En résumé, force est de constater que la situation est absurde: le socialisme a manifestement échoué, mais la gauche s'acharne toujours à bouleverser notre régime selon des recettes socialistes.

Le cas particulier de la Suisse est une histoire à succès, mais on ne cesse de nous imposer des alignements sur d'autres modèles étatiques qui à l'évidence fonctionnent beaucoup moins bien que le nôtre.

Les Etats dirigés par des élites autoproclamées finissent toujours mal à la longue. L'histoire en donne de nombreuses preuves et le présent en témoigne par l'endettement public ou encore le chômage élevé des jeunes dans les pays membres de l'UE. Et, pourtant, la politique suisse s'engage lentement, mais sûrement dans la même direction.

D'où cette question: que pouvons-nous faire pour stopper ce développement et sauvegarder les bases de notre succès?

Je crois que nous devons agir à trois niveaux:

### **1. Faire cesser le constant alignement sur l'étranger**

Nous devons stopper l'alignement au niveau international. Pour cela, nous devons avoir le courage de poursuivre sur notre propre voie, la voie du libéralisme. Les traités et conventions qui restreignent notre liberté d'action, voire des mécanismes qui nous contraignent à reprendre constamment de nouvelles règles doivent être remis en question. Cette exigence comprend notamment la libre circulation des personnes et les accords de Schengen-Dublin.

Je suis convaincu que notre parti a fait un pas important dans la bonne direction avec son initiative "Le droit national avant le droit international".

### **2. Gagner les élections**

2015 est une année électorale. Compte tenu de la situation actuelle, il s'agira de faire un choix fondamental: restons-nous un pays indépendant et libéral ou nous lierons-nous encore plus à l'UE par de nouveaux accords? Ces élections exigeront tous les efforts. Nos rapports avec l'UE seront redéfinis durant la prochaine législature. La composition du Parlement fédéral est donc absolument décisive. Tout dépendra de votre engagement!

### **3. Renforcer la participation au gouvernement**

Les élections passées, il s'agira de s'interroger sur la force de notre représentation au gouvernement. Nous avons heureusement un droit de référendum et un droit d'initiative qui permet au peuple de freiner ou d'accélérer les choses. Mais la destinée de notre pays est aussi en grande partie déterminée par le gouvernement et l'administration. Pour ramener la politique sur la voie bourgeoise, il faut que nous renforçons notre présence au gouvernement national. Ce sera encore un défi à relever par notre parti afin qu'il occupe au Conseil fédéral la place qui lui revient conformément au nombre des suffrages recueillis aux élections.